

Un mort et cinq blessés dans une attaque à la grenade au Burundi

PANA, 10 août 2017 Bujumbura, Burundi - Une personne a trouvé la mort et cinq autres blessées dans une attaque à la grenade non revendiquée, dans la nuit de mardi à mercredi à Buyenzi, un quartier populaire du centre-ville de Bujumbura, rapporte la radio publique, citant des sources policières, dans la capitale burundaise. L'engin a explosé à 7 heures avenue, numéro 50, au milieu d'un groupe de gens qui s'étaient réunis pour boire dans un bar populaire, selon les mêmes sources qui indiquent que l'auteur de l'attentat court toujours, mais que des enquêtes ont été lancées pour l'identifier.

On assiste à un regain d'attaques aveugles à la grenade, ces derniers temps, dans différents endroits de la capitale burundaise, et dans une moindre mesure, en province, sans que le mobile et leurs commanditaires ne soient clairement identifiés, malgré les enquêtes. La psychose aux attentats à la grenade perdure depuis les dernières élections générales controversées et émaillées de violences de 2015. Les mobiles politiques sont toutefois, de moins en moins, mis en avant par les autorités burundaises qui estiment que la situation politico-sécuritaire est aujourd'hui sous contrôle sur l'ensemble du territoire national. En début de ce mois, le Conseil de sécurité des Nations Unies s'est, par conséquent, inquiété à nouveau de la crise politique au Burundi qui a des conséquences dévastatrices, à la fois pour le pays et la région « tout entière » des Grands Lacs africains. Le Conseil a affirmé qu'il importe que l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine disposent d'un « plan actualisé d'intervention en cas d'urgence », conformément aux Résolutions 2248 (2015), 2279 (2016) et 2303 (2016) « afin que la Communauté internationale puisse agir à toute nouvelle aggravation de la situation au Burundi ». L'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies à Michel Kafando, par ailleurs, ancien président de la Transition au Burkina Faso, venait de rendre compte au Conseil des résultats de ses efforts de médiation dans la crise burundaise dont la solution passe, pour lui, par un dialogue « inclusif et sans préconditions » de toutes les parties intéressées. L'attention des acteurs politiques burundais semble plutôt focalisée sur les prochaines échéances et la politique allait bon train, mercredi, au lendemain d'un coup médiatique du chef de l'Etat, Pierre Nkurunziza, annonçant une contribution personnelle de 5 millions de francs burundais, un peu plus de 2.941 dollars américains, au budget des prochaines élections générales de 2020. Les milieux de l'opposition lui prêtent l'intention de vouloir briguer un quatrième mandat à la tête du pays, menaçant de faire barrage à cette éventualité, malgré leur vœu de faire avorter le précédent mandat de 2015.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});